



DU GLANAGE





En couverture : « Les glaneuses » de Jules Breton (1854) et « Les glaneuses » de Léon Lhermitte (1897).

Ci-dessus : « Glaneuses à Izier / Durbuy » (le 21 août 1941) - Photos : Louis Bellin.

En 4^e de couverture : La glaneuse, « Le Monde des Champs », par le Marquis G. de Cherville (1898) et « Les glaneuses », eau-forte de Jean-François Millet (apr. 1857).

Texte extrait de la publication intitulée «Jurisprudence des Tribunaux de première instance en matière civile, commerciale et correctionnelle des Justices de Paix et de simple Police – Mise en rapport avec la jurisprudence des arrêts et la doctrine», recueil rédigé par MM. J.-R. Cloes et R.-J. Bonjean – Tome XIX – Liège, Imp. Grandmont-Donders – 1870.

OBSERVATIONS SUR L'ART. 533 N° 2
DU CODE PÉNAL

§ 1. Définition.

On entend par *glanage* dans le sens le plus limité du mot, le droit ou l'action de ramasser des épis de blé dans un champ, après que les gerbes en ont été enlevées.

Le *râtelage* est la même chose en ce qui concerne les prés et le *grappillage*, en ce qui concerne les vignes. Des droits analogues peuvent exister relativement à tous les autres produits du sol, notamment quant aux oliviers, câpriers, pommes de terre, avoines, noix, etc. Le glanage est de tous ces droits celui qui est le plus connu et le plus universellement pratiqué. Il nous occupera tout spécialement. Dans sa signification la plus étendue d'ailleurs, ce terme peut s'étendre à toutes les productions de la terre laissée sur les champs ou arbres, après la moisson ; dans une signification moins étendue, il s'applique à toutes les céréales.

Ces divers droits sont régis par les mêmes règles, sauf quelques modifications que nous signalerons au fur et à mesure que l'occasion pourra s'en présenter. L'art. 553 n° 2 de notre Code pénal ne punit le glanage que s'il est accompagné de certaines circonstances. S'ensuit-il qu'en dehors de ces circonstances, le glanage est un fait licite ? Est-il toujours et partout licite ? Quelles sont les règles qui constituent ce droit ? Voilà plusieurs questions assez délicates, mais dont l'examen est nécessaire pour comprendre la portée de l'art. 553C péu.

§ 2. Historique. — Droit ancien.

La tolérance du glanage est une très ancienne pratique de charité. Les Hébreux, qui convertissaient souvent les préceptes pieux en lois positives, avaient là-dessus des dispositions spéciales, dans leur Pentateuque. Le Deutéronome disait : « *quando messueris segetem in agro tuo et oblitus manipulum relinqueris, non reverteris ut tollas illum ; sed advenam, et pupillum, et vidua auferre patieris, ut benedicat tibi Dominus Deus in omni opere manuum tuarum. Si fruges collegeris olivarum, quidquid remanserit in arboribus, non reverteris ut colligas ; sed relinques advenæ, pupillo, viduæ Si vindemiaveris vineam tuam, non colliges remanentes racemos, sed sedent in usus advenæ, pupilli ac viduæ.* » (Deut. cap. XXIV, 19, 20, 21). Le Lévitique contient des prescriptions analogues (cap. XIX, 9).

Ces principes avaient passé, avec un caractère obligatoire, dans les usages et coutumes du moyen âge. De nombreuses dispositions, tant en France que dans notre pays, l'attestent. Le glanage se trouva organisé en un véritable droit pour le pauvre, droit parfaitement établi et réglementé à un double point de vue, d'abord, en principe, pour en assurer le maintien, et, ensuite, pour en arrêter les abus. Presque toutes ces règles se ressemblaient ; c'étaient, d'une part, des défenses faites aux propriétaires des récoltes de ramasser les épis après leur mise en gerbe ou l'enlèvement des fruits, et d'introduire des bestiaux sur leurs champs moissonnés, avant l'écoulement d'un certain délai. D'autre part, pour réprimer les abus, on défendait de glaner la nuit ou dans

certaines conditions particulières.

Déjà une ordonnance de saint Louis, de 1221, avait formellement consacré le glanage ; elle défendait « *d'introduire les bestiaux dans les champs moissonnés, si ce n'était après l'enlèvement de la récolte afin que les pauvres membres de Dieu y puissent avoir glanaison.* » — Un édit de Henri II, du 2 novembre 1554, règle l'exercice du droit ; il ne le permet « *qu'aux gens vieux ou délibitez de membres, aux petits enfants, ou autres personnes qui n'ont pouvoir ni force de scier les blés et grains* » et seulement « *après toutefois que le seigneur ou laboureur aura pris ou enlevé les gerbes, et ceux à qui appartiennent les dites denrées, soit gens d'église, soit gens laïques auront enlevé leurs dîmes ou champarts, et non plus tôt ni autrement.* »

Le Parlement de Paris s'était également occupé de cette question, dans ses arrêts de règlement des 19 juillet 1622, 4 juillet 1781 et 11 juillet 1782. Il n'autorisait le glanage qu'en faveur des vieillards, des estropiés, des petits enfants et des autres personnes hors d'état de travailler. — Le Conseil d'Artois, par son ordonnance du 13 août 1725, faisait « *défense à toutes personnes d'entrer dans les champs, pour y glaner, avant que les avélies soient liées et mises en diseaux ou monts égaux, nonobstant toutes conventions et consentements contraires ; défenses étaient faites à tous fermiers et habitants de mettre les bestiaux dans les éteules, sinon trois jours après que les ablais seront emportés.* » — Le Parlement de Flandre avait aussi soigneusement consacré et réglé le droit de glanage, par ses arrêts de règlement des 22 juin 1694, 28 juin 1774, 15 juin 1778. Il défendait de glaner la nuit (art. 4) et avant que les grains fussent mis en dizeaux (art. 3). Il n'autorisait le glanage qu'aux habitants de la paroisse (art. 1) ; et, pour maintenir le droit, il défendait aux propriétaires de suivre les moissonneurs pour glaner ou d'introduire les bestiaux dans les champs, avant trois fois vingt-quatre heures après que les grains en auront été enlevés (art. 3 et 5).

On peut encore consulter les coutumes d'Amiens (art. 224), d'Étampes (art. 190), de Melun (art. 344) et de Dourdan (art. 151), citées par M. l'avocat général Faider dans son remarquable réquisitoire qui a précédé l'arrêt de notre Cour de cassation du 17 décembre 1844 (Pas. 1845, 148). En Belgique, le glanage fut consacré par plusieurs ordonnances des Parlements ou des princes souverains ; mais nous ne connaissons point de coutumes homologuées qui en fassent mention. Dans le Namur, le glanage était permis à tous ceux de la province (Conseil de Namur, 22 juillet 1792). Dans le pays de Liège, le glanage était défendu aux étrangers édit 19 juillet 1700). En Flandre, une ordonnance de l'empereur Charles V du 30 juin 1546 restreint provisoirement le glanage, pour la durée de 3 mois, aux habitants de la même juridiction : ce qui ferait supposer qu'en temps ordinaire, le glanage était exercé d'une manière plus étendue. La question fut uniformément réglée, chez nous, par les ordonnances de Philippe II du 16 juillet 1633 et de l'empereur Charles du 30 juillet 1740. La 1^{re} intervint surtout au point de vue de la conservation des dîmes ; elle défendit expressément aux pauvres gens de glaner avant que les grains fussent mis en dizeaux, sous peine

d'être considérés comme voleurs et punis arbitrairement. La 2^{de} ordonnance est plus complète, nous en parlerons plus loin. Il est à observer que ces deux actes sont adressés aux Conseils de Brabant, de Limbourg, Luxembourg, Flandre et Hainaut, Namur, au grand-bailli de Tournai et à l'écoutète de Malines. Sauf le pays de Liège, ces ordonnances furent donc générales pour nos provinces. Notre observation est surtout importante pour ce qui concerne la 2^{de} ordonnance qui fut le dernier acte législatif sur le glanage et qui régleme complètement l'exercice de ce droit.

Ces quelques notions historiques étaient nécessaires comme introduction à l'état actuel du droit de glanage.

§ 3. *Droit intermédiaire. Le glanage a-t-il été maintenu ?*

Mais ce droit a-t-il été maintenu et dans quelles limites ? C'est le premier point à examiner maintenant.

Le glanage n'a aucun caractère féodal, ni par sa nature ni par son histoire ; il ne peut donc avoir reçu aucune atteinte des lois qui ont aboli la féodalité. Mais on pourrait croire que le décret du 28 septembre 1791, T. I, § 1^{er}, art. 2 l'a fait disparaître ; car cette loi porte : « Les propriétaires sont libres de varier à leur gré la culture et l'exploitation de leurs terres, de conserver à leur gré leurs récoltes et de disposer de toutes les productions de leurs propriétés dans l'intérieur du royaume et au dehors, sans préjudice au droit d'autrui et en se conformant aux lois. » Il n'y a néanmoins aucune conclusion à tirer de ce texte contre le glanage, puisque la même loi, au T. II, art. 21 et 22, le maintient expressément. L'art. 471, 10^o du Code pénal de 1810, en punissant le glanage abusif, laisse entendre que le glanage, en d'autres circonstances, peut être très licite. Il en est de même de l'art. 553 2^o de notre nouveau Code. La question ne peut donc souffrir de grave difficulté : le glanage est parfaitement maintenu ; cela ne souffre aucun doute. Mais sous quelles conditions et sous quelles règles ? Voilà une question plus embarrassante et pour la solution de laquelle on est loin d'être d'accord.

§ 4. *Conditions auxquelles l'exercice de ce droit est licite.*

L'examen de l'art. 553 2^o C. pén. conduit à une observation importante : c'est que cet article, qui ne fait que reproduire l'art. 471, 10^o de l'ancien Code, ne définit point le glanage et ne donne aucune indication sur la nature de ce droit tout en le maintenant implicitement ; son seul but est de réprimer, par une sanction pénale, quelques circonstances qui donneraient lieu à des abus. Il en résulte, et cette conséquence n'est point contestée, que le glanage continue d'être réglé par les anciens usages, règlements et lois sur la matière ; sinon, nous nous trouverions sans règle aucune. Sous l'empire de la loi rurale, qui contenait aux art. 21 et 22 du titre II quelques dispositions sur la matière, ce principe était également incontestable, et d'autant plus incontestable que l'art. 21 s'en référait aux anciens usages. Ces art. 21 et 22 sont les seuls vestiges, sous notre législation, de quelques indications sur la nature du glanage. Pour compléter la matière, il faut donc recourir aux coutumes, édits et ordonnances antérieures à la Révolution. Pour nos provinces, nous avons déjà observé que les coutumes sont muettes sur ce point ; mais que nous trouvons une réglementation presque complète dans l'ordonnance de 1740 que cette ordonnance a eu un caractère obligatoire pour tout le pays, sauf la principauté de Liège. Il résulte de là que cette ordonnance reste le droit commun sur le glanage

en tous les points que n'ont été abrogés ni formellement ni implicitement. Cette ordonnance est donc une 1^{re} source. Une 2^{de} source sont le art. 21 et 22 de la loi rurale et une 3^{me} source est l'art. 553 du Code pénal nouveau.

§ 5. *L'art. 21 de la loi du 28 septembre 1791 a-t-il été maintenu par le nouveau Code pénal ?*

Mais quant à l'art. 21, tout le monde n'est pas d'accord pour le considérer comme étant encore en vigueur. Nous avons donc à trancher ce point. Voici d'abord le texte de l'article : *Les glaneurs, les râteleurs et les grappilleurs, dans les lieux où les usages de glaner, de râtelier ou de grappiller sont reçus, n'entreront dans les prés, champs et vignes récoltés et ouverts, qu'après l'entier enlèvement des fruits. En cas de contravention, les produits du glanage, du râtelage ou du grappillage seront confisqués ; et, suivant les circonstances, il pourra y avoir lieu à la détention de police municipale. Le glanage, le râtelage et le grappillage sont interdits dans tout enclos rural, tel qu'il est défini à l'art. 6 de la S. IV du présent décret.*

Plusieurs auteurs concluent à l'abrogation de cet article (Morin. Diction. V^o Glanage. — Chauveau et Hélie, 4146 et M. Faider, dans son réquisit. cité) ; ils se basent sur cette considération que ledit article est entièrement reproduit par l'art. 471, 10^o du Code pénal, qu'il se trouve en conséquence remplacé par lui.

Nous ne saurions adopter cette manière de voir et en motivant notre opinion, nous sommes amenés à développer plus entièrement ce que nous avons dit plus haut au sujet du maintien des anciennes lois et règlements sur le glanage. Observons d'abord que la question que nous examinons n'est point oiseuse ; car l'article 21 n'est pas absolument le même que l'art. 471. Si l'on prétend qu'il n'est plus en vigueur, il faut en déduire logiquement 1^o que le glanage est un fait licite, indépendamment de tous usages ; car l'art. 471 ne subordonne pas la tolérance du glanage à l'existence d'usages. Telle est d'ailleurs la conclusion de M. Faider qui déclare même que, dans son opinion, le glanage est tout partout licite et à tous les pauvres sans distinction de commune ou d'autre territoire : cette conséquence est logiquement déduite de son système ; 2^o que le glanage est toléré même dans un enclos. L'art. 471 en effet ne reproduit pas cette restriction au droit.

Nous avons déjà dit que ce système n'est point le nôtre ; nous croyons que l'art. 21 reste debout en toutes ses dispositions qui n'ont point été implicitement abrogées par l'art. 471 du Code pénal.

Notons en effet que l'art. 21 est bien différent de l'art. 471.

Il est formel d'abord quant au maintien du glanage ; il maintient ce droit avec les anciennes règles qui le régissent et il indique les conditions sous lesquelles il est maintenu en fixant les lieux et l'époque où il pourra s'exercer.

Nous disons que cet article est complet. L'art. 471 est bien différent ; pour le comprendre, il faut le combiner avec le Code rural ; s'il était seul dans notre législation, nous serions quelque peu embarrassés sur l'existence et les conditions du glanage. En réalité que fait-il ? La sanction de la loi rurale pour le fait de glanage prématuré ou nocturne était insuffisante ; l'art. 471 en apporte une nouvelle. Voilà toute la portée de cette disposition. Il faut observer ensuite que l'art. 21 est intimement lié à l'art. 22 ; l'un est la suite et le complément de l'autre. Après tout cela peut-

on bien dire que le Code pénal a abrogé l'art. 21 de la loi rurale ? Le Code pénal de 1810, dans son art. 484 maintient les lois et règlements sur toutes les matières non réglées par lui et d'après un avis du Conseil d'État des 4-8 fév. 1812, on ne peut considérer comme réglés des points sur lesquels le Code ne renferme que des dispositions éparses, détachées et ne renfermant point un système complet de législation. C'est bien le cas en matière de glanage ; l'art. 471, n° 10 est incomplet et ne renferme qu'une disposition isolée, éparse qu'il faut rattacher aux dispositions législatives ou réglementaires précédentes afin d'en arriver à un système complet de législation. Peut-on dire alors que l'art. 21 du Code rural se trouve abrogé ? Notre système est celui qui a été adopté par la Cour de cassation de Belgique dans son arrêt cité du 17 décembre 1844, et par la Cour de cassation de France dans ses arrêts du 18 octobre 1817, 30 janvier 1846, 8 octobre 1840, (S. 40-1-977 ; 47-1-320).

§ 6. *Pouvoirs de l'autorité communale en cette matière.*

Nous sommes fixés maintenant sur les sources législatives des droits de glanage, râtelage et grappillage ; pour compléter ceci, nous avons néanmoins encore une question à résoudre. L'autorité communale peut-elle régler la matière ? Des auteurs lui contestent cette faculté d'une manière absolue : c'est la conclusion où aboutit M^e Faider. Le motif en est que le pouvoir communal est restreint et qu'aucune loi ne lui donne la faculté de régler le glanage. Ce point serait donc complètement en dehors de ses attributions.

Nous ne saurions, pour notre part, adopter une conclusion aussi absolue. Le glanage est certainement un droit, un droit fondé sur des usages et des règlements qui ont été implicitement adoptés par notre nouvelle législation : le pouvoir communal ne peut donc y porter aucune atteinte. C'est ainsi qu'il a été décidé par la Cour de cassation de France 8 décembre 1860 ; (S.61,1,473) qu'un règlement municipal qui restreint, pendant le jour, la durée du glanage est illégal et non obligatoire, comme contraire à l'art. 471 du Code pénal ; un arrêt du 30 janvier 1846, cité plus haut, contient un principe analogue. Mais il n'en résulte pas que la commune soit absolument sans attributions ici et qu'elle ne puisse réglementer l'exercice du glanage, sans toutefois porter préjudice au droit, sans le restreindre ou retendre. On objecte qu'il n'y a aucun texte qui l'y autorise. Cela est inexact. La police des campagnes n'est-elle pas placée spécialement sous la surveillance des officiers municipaux ? (Code rural art. 1, tit. II). La loi du 20 messidor an III n'autorise-t-elle pas l'autorité municipale à prendre des règlements dans l'intérêt de la conservation des récoltes ? À un autre point de vue d'ailleurs, cette autorité peut être appelée à régler le glanage, parce que l'exercice de ce droit peut provoquer des rassemblements considérables en champs ouverts. Nous voici en plein dans les attributions naturelles du pouvoir communal, conformément à la loi du 24 août 1790. Cette solution a été consacrée par plusieurs arrêts de la Cour de cassation de France. Un arrêt du 6 février 1858 (S.58, 1, 322) reconnaît à l'autorité municipale le pouvoir de défendre le grappillage avant le jour qui sera fixé par le maire ; un autre arrêt du 27 janvier 1860 (S.60, 1, 392) décide le même point « des règlements de cette nature ont pour objet d'assurer l'observation de l'art. 21 de la loi rurale et l'art. 471, 10° du Code pénal, qui ne

permettent le grappillage qu'après que les vignes seront entièrement dépouillées et vidées de leurs récoltes, et, d'autre part, de prévenir le dommage que pourraient éprouver, de la part des grappilleurs, s'il en était autrement, les propriétaires qui n'ont pas encore récolté leurs fruits. » Ces règlements ne portent, en effet, aucune atteinte au droit, puisqu'en même temps ce ne sera que deux jours après la date fixée par le maire que les propriétaires pourront conduire leurs bestiaux sur les champs récoltés. Un règlement communal pourrait aussi défendre de glaner avec des râteaux à dents de fer ; car les champs de blé sont souvent ensemencés de trèfles. En France, d'anciens règlements prévoyaient ce point, il n'en est pas de même chez nous ; mais l'autorité communale pourrait prendre l'initiative. Du reste, en cette matière, comme en toutes celles où il y a lieu de concilier les droits de la police avec des droits individuels, chaque question d'espèce est très délicate, et des cas, qui paraissent à peu près identiques, appellent souvent des solutions différentes. Nous rencontrerons encore plusieurs cas d'application.

§ 7. *Observations spéciales au râtelage et au grappillage.*

Mais avant d'aborder les règles proprement dites du glanage, il sera utile de faire une observation sur le râtelage et le grappillage. Le grappillage s'applique aux vignes ; c'est assez dire que ce droit n'offre guère d'importance dans notre pays.

Quant au râtelage, nous ne trouvons ni coutumes ni ordonnances qui s'en occupent ; nous croyons aussi que généralement, en Flandre du moins, l'usage ne l'autorise pas. Ceux qui voudraient s'en prévaloir devraient donc, conformément à l'art. 24 du Code rural, prouver que ce droit est consacré par les usages, preuve qui, à défaut d'anciennes coutumes ou règlements, sera assez difficile à faire. Au moyen de témoins ou de titres, on pourra néanmoins y parvenir, et, une fois la preuve fournie, toutes les règles sur le glanage seront applicables, sauf des cas exceptionnels ; il en serait de même du grappillage ou d'autres droits analogues : nous en avons déjà fait l'observation.

§ 8. *Règles du droit de glanage.*

Les règles sur le glanage peuvent se diviser en deux catégories : celles qui ont pour objet d'en consacrer et d'en régler l'existence et celles qui ont pour objet d'en empêcher les abus.

I. RÈCLES OU DROIT DE GLANAGE.

A. — *Nature du droit.* Nous avons défini le droit plus haut. C'est la faculté de ramasser, sous certaines conditions, les épis échappés à la faux du moissonneur. Il en résulte d'abord que le glanage ne s'attache qu'aux blés ou autres céréales détachés du sol, et seulement aux épis échappés au moissonneur. Ce ne serait donc plus un glanage, ce ne serait pas même la simple contravention de l'art. 558, n° 2 que le fait d'arracher des épis d'une gerbe, mais un vol d'une production utile déjà détachée du sol ; il en serait de même du fait de couper des épis de la terre : il faudrait y voir un maraudage. Il se pourrait qu'une exception soit nécessaire pour le grappillage et les droits analogues ; d'après les origines de ces droits, chez les Hébreux, ils s'étendaient aux fruits laissés sur les arbres et les ceps : « *quidquid in arboribus remanserit — remanentes racemos.* » Ceci est d'ailleurs une question d'usages.

B. — *Lieux.* Le glanage n'est un fait licite que dans les

lieux où il est reçu par l'usage : cela résulte de l'art. 21 de la loi du 6 octobre 1791. Nous avons déjà indiqué notre opinion affirmative sur le point de savoir si cet article est encore ou non en vigueur. Observons encore ici que le principe de cet article est assez rationnel. Le glanage, en effet, a sa source et même ses règles actuelles dans d'anciens usages et coutumes ; il est naturel de ne l'autoriser que là où ces usages et coutumes étaient anciennement en vigueur. Dans les pays où il n'était point consacré par l'usage, où en seraient les règles ? Quant au glanage, nous pouvons affirmer que, dans notre pays, il était universellement reçu : les anciennes ordonnances le prouvent, puisqu'elles s'adressent à toutes nos provinces, sauf le pays de Liège et que pour ce pays, l'édit de 1700 est une preuve que là aussi il était reçu par la coutume. Il est vrai qu'en beaucoup d'endroits, il est plus ou moins tombé en désuétude ; mais il n'en existe pas moins de droit.

En ce qui concerne le râtelage et le grappillage, nous avons présenté quelques observations plus haut. Mais certains usages, assez rares il est vrai, consacraient une espèce de glanage pour les chaumes. Ces usages ont-ils été maintenus par la loi rurale et les articles 471 ou 553 de nos Codes ? Nous ne le croyons pas ; car c'est là une chose toute différente du glanage. Le chaume est un produit non détaché du sol ; c'est un produit utile, certains chaumes du moins, puisque les cultivateurs l'enfouissent et le retournent en terre avec la charrue comme un engrais. On ne peut donc le considérer comme une chose abandonnée par le propriétaire, comme un résidu négligé, oublié et laissé comme une part de la charité. Le chaumage est donc sans analogie avec les droits mentionnés à l'art. 21 du Code rural. Il en résulte que l'enlèvement du chaume devrait être considéré comme un maraudage, comme vol d'une production utile de la terre non encore détachée du sol, art. 557, n° 6.

C. — *À qui appartient le droit de glaner ?* L'ordonnance de 1740 en restreint le droit aux pauvres et aux seuls pauvres, habitant la mairie ou la châellenie de la situation du champ. Toutes les dispositions anciennes sont unanimes pour n'accorder cette faculté qu'aux indigents : *advenæ, viduæ, pupilli*.

Par pauvres, il ne faut pas entendre précisément tous les indigents ; mais seulement ceux qui, à cause de leur âge, de leur sexe ou de leurs infirmités ne peuvent pas travailler. C'est ainsi que ces termes ont été interprétés par les règlements communaux sur la matière ; c'est ainsi qu'ils étaient entendus en France (ordonnance de Henri II et arrêt du Parlement de Flandre de 1770). Cela n'est que juste et naturel ; car le glanage s'exerce à l'époque de la moisson, c'est-à-dire à une époque où le travail est en abondance. Que ceux qui peuvent travailler cherchent leur pain dans les travaux de la moisson, et non dans la charité. Les règlements de l'autorité communale pourraient déterminer les catégories des personnes qui ont la faculté de prendre part au glanage, sans toutefois pouvoir l'étendre à d'autres que ceux qui ont naturellement droit ou l'enlever à ces derniers. Les circonstances particulières de lieux et de temps lui serviront de guide pour fixer conformément, en chaque endroit, ce qu'il faut entendre par pauvres gens. Les lois sur la matière n'en donnent point la signification précise, quoique leur esprit soit clair et net quant à la portée générale du terme ; la précision des cas dépendra des

lieux et des circonstances, et l'autorité communale est le mieux à même de le faire.

L'ordonnance de 1740 restreint le droit non seulement aux pauvres, avons-nous dit, mais aux pauvres habitant la mairie ou la châellenie. D'autre part, l'art. 21 du Code rural n'admet le glanage que dans les lieux où il est reçu par l'usage.

Il est à noter que l'ordonnance n'accorde pas précisément le droit à tous les habitants des circonscriptions qu'elle indique ; elle se borne à défendre aux pauvres de quitter leur circonscription pour glaner. On peut se demander si l'autorité communale aurait le droit de restreindre le glanage aux habitants de la commune. Un arrêt de la Cour de cassation de Belgique du 17 décembre 1844, déjà cité, a adopté l'affirmative ; toutefois cet arrêt, dans ses motifs, constate que dans l'espèce, d'anciens usages faisaient cette restriction. Mais si une coutume bien établie ou une autre disposition formelle accordait le droit aux pauvres d'une circonscription plus étendue, nous ne pensons pas que l'autorité communale pourrait y apporter des restrictions ; elle ne peut enlever à ces pauvres une faculté qui est un droit pour eux, droit établi par des usages ayant force de loi ; mais il faudrait un usage bien constant ou une disposition bien formelle et nous ne reconnaissons pas ce caractère à l'article de l'ordonnance de 1740 qui statue sur le cas : « nous déclarons que les habitants de chaque prévôté devront se borner à l'étendue de ladite prévôté ou châellenie de laquelle ils seront, sans pouvoir aller glaner au dehors. » Cette disposition n'est formelle que quant à la circonscription dont les pauvres ne peuvent sortir ; mais elle laisse toute place à des usages plus restrictifs encore. Aujourd'hui d'ailleurs ces juridictions sont une lettre morte pour nous ; sous ce rapport donc, l'autorité de l'ordonnance doit avoir disparu. Notre conclusion est qu'à défaut d'usage bien constant (ce qui, vu le silence de nos coutumes, est le cas habituel dans notre pays), l'autorité communale pourrait restreindre la faculté de glaner aux seuls habitants de la commune. Nous croyons mieux : en l'absence d'un semblable règlement, le droit n'est censé exister qu'en faveur des habitants de chaque localité. Le glanage est un droit à l'assistance, un droit à la charité ; or, d'après nos principes de droit administratif et même d'après les anciens principes, il n'y a que les habitants d'une même commune qui se doivent cette assistance légale. Pourquoi imposerait-on à une commune d'assister les pauvres d'une localité voisine ? Il faudrait que ceux-ci fassent preuve d'un droit bien nettement établi. Cela est d'autant plus certain que si nous n'admettons pas cela, nous serons dépourvus de règle sur ce point, puisque nous n'avons aucune source. Observons toutefois que pour la province de Namur, il y a une règle dans l'édit de 1762, cité.

D. — *À quel moment s'ouvre le droit pour le pauvre de glaner, râtelier ou grappiller ?* Sous l'empire de l'ordonnance de 1740, le droit commençait dès l'instant où les blés étaient mis en gerbes, en dizeaux ou monceaux. Ce point a été modifié par la loi de 1791, art. 21 et par les Codes pénaux subséquents qui n'autorisent le glanage qu'après que les champs ont été entièrement vidés et dépouillés de leur récolte. Ceci est préférable aux dispositions de l'ordonnance, car, si les gerbes sont encore sur le champ, des abus considérables peuvent se produire. Comment empêcher les glaneurs d'approcher de ces gerbes et d'en arracher

furtivement les épis ?

Que faut-il entendre par champs entièrement vidés et dépouillés de leurs récoltes ? Suffit-il que le champ sur lequel on va glaner soit vidé, ou, faut-il que tous les champs d'une certaine région le soient également ? Une semblable question s'élève sur l'art. 22 ; et la solution doit être la même dans les deux cas. La jurisprudence française (Cass. 13 janvier 1844) décide qu'il faut l'entier dépouillement de tous les champs d'une même contrée, parce qu'autrement, dit l'arrêt, le glanage serait susceptible de devenir sur les terres contiguës une source de désordre et de dommages. M. Carnot (observation 27) adopte la même solution. Nous sommes d'un avis contraire. Le texte de la loi n'entraîne point une semblable conséquence ; il en résulte au contraire que dès l'instant où un champ est récolté et entièrement dépouillé de ses fruits, les glaneurs y pourront entrer. La loi parle des champs et non d'une contrée.

L'ordonnance de 1740 et les autres documents anciens ne s'entendaient également point de toute une région, mais des champs au fur et à mesure que les fruits s'y trouvaient disposés en dizeaux.

Le motif donné par la Cour ne peut nous séduire. Car, où faudrait-il s'arrêter ? Le dernier champ d'une contrée peut être contigu à d'autres ; une pièce de blé peut être voisine d'un champ de pommes de terre, par exemple, dont la récolte est postérieure et sur lequel des dommages peuvent également se faire. Le motif donné irait donc trop loin. Peut-il dépendre d'ailleurs d'un propriétaire retardataire ou récalcitrant d'entraver l'exercice général du glanage ? Néanmoins, comme nous l'avons reconnu plus haut, l'autorité communale pourrait prendre des mesures spéciales sur ce point et régler, sans entraves au droit lui-même, l'exercice du droit en fixant une date où le glanage pourra commencer.

Il va sans dire qu'il faut l'entier dépouillement de la récolte sur tout le champ et sur chaque champ où l'on va glaner : ce n'est donc point à fur et à mesure que s'enlève la récolte d'une partie de ce champ que le glanage devient licite. Il appartiendra au tribunal d'apprécier où s'arrêtent les limites d'un champ déterminé et à quel instant la récolte pourra être censée enlevée ; mais généralement du moins, ces questions n'offriront aucune difficulté pratique : les apparences suffisent.

E. — *Durée du droit.* Les règlements ne contiennent aucune disposition sur ce point ; le droit d'entrer dans les champs ne saurait cependant durer indéfiniment ; mais la nature même des choses nous indique la règle à suivre. Le droit pourra s'exercer aussi longtemps que le champ ne sera ni préparé ni ensemencé ; à partir de ce dernier instant, le passage devient un fait réprimé par la loi, art. 552, n° 6. Mais quant aux terres déjà ensemencées de trèfles ou d'autres arriérés produits, et quant aux prairies qui sont toujours censées préparées et ensemencées, il faut recourir à d'autres règles. Nous croyons que dans ces cas, le droit cesse après les deux jours qui suivent l'entier enlèvement de la récolte : c'est la limite imposée au propriétaire de disposer à son gré de ses terres, après la moisson, dans l'intérêt de la conservation du glanage. C'est le seul moyen de concilier l'exercice de ce dernier droit avec les textes de loi relatifs à la défense de passer sur des fonds préparés ou ensemencés.

F. — Le droit de glanage est donc un droit pour le pau-

vre ; mais il ne suffit pas de protéger, à cet égard, les indigents contre les usurpations des tiers qui n'y ont aucun droit, il faut les protéger aussi et maintenir leur droit contre le propriétaire des fruits. Ceci est fondamental en matière de glanage. Nous trouvons, dans les lois et règlements, une double disposition sur ce point : 1° la défense faite au propriétaire de ramasser des épis à partir de l'instant où le glanage est ouvert. Cette défense est très ancienne. L'ordonnance de 1740 s'exprime ainsi : « Nous défendons aux propriétaires ou fermiers, à leurs femmes, enfants et domestiques ou ouvriers de ramasser les épis peu de temps après leur moisson, ni avant l'espace de vingt-quatre heures après l'enlèvement de la récolte, sous peine d'une amende de 25 florins à charge des propriétaires et fermiers qui répondront du fait de leurs femmes, enfants, domestiques et ouvriers, s'ils leur ont permis ou s'ils ne les ont point empêchés de glaner et à défaut de paiement de l'amende, de subir une peine arbitraire. »

Cette disposition est encore en vigueur aujourd'hui, en principe du moins, et en ce sens qu'il est défendu, pendant un certain temps, au propriétaire des fruits de ramasser les épis de son champ. Mais il faut observer que l'époque du glanage a été reculée dans notre nouvelle législation ; elle ne commence qu'à partir de l'entier dépouillement de la terre. Jusqu'à ce moment, le propriétaire peut faire sa récolte comme il l'entend et ramasser les épis ou les faire ramasser pour son compte. Cette solution est de nature néanmoins à présenter quelque difficulté.

En effet, l'ordonnance n'autorise le glanage qu'à partir de la mise en gerbes des épis ; mais déjà antérieurement à cet instant, elle défend au fermier de recueillir les épis ; il ne peut glaner en suivant la faux ; autre chose donc est l'instant où commence le glanage et celui où la défense de ramasser les épis oubliés pèse sur le propriétaire. N'en doit-il pas être encore de même aujourd'hui ? D'autre part, l'art. 22 de la loi rurale défend au propriétaire de mener ses bestiaux avant l'écoulement des 2 jours qui suivent la récolte entière. Ne faut-il pas admettre la même solution quant au fait de glaner ; le motif est le même, c'est de ne point rendre le droit du pauvre stérile.

Ces raisons sont très sérieuses ; nous nous rangeons néanmoins à l'opinion contraire dont le fondement nous semble résulter de la combinaison de l'art. 21, loi de 1791, avec l'art. 2, tit. I, sect. 1^{re}, de la même loi, qui accorde aux propriétaires la faculté de faire leurs récoltes comme ils l'entendent, et aussi avec l'art. 6 du décret du 12 juin 1790 qui dispose que nulle autorité ne pourra suspendre ni interrompre les travaux de la campagne dans les opérations de la semence et de la récolte. Si l'art. 21 précité a, contrairement aux anciens usages, retardé l'ouverture du glanage, n'est-ce pas, en grande partie, pour concilier ce droit avec le texte que nous venons d'indiquer ? Défendre aux propriétaires de glaner en suivant la faux et de recueillir des épis avant l'enlèvement de la récolte, ce serait interrompre les opérations de cette récolte et prescrire un mode spécial de l'opérer. S'il plaisait donc au fermier de laisser les épis en javelle, sans les mettre en gerbe ! Sous l'empire de l'ordonnance, il était obligé de disposer ses blés en dizeaux pour permettre aux percepteurs de la dîme de faire leurs opérations. Mais aujourd'hui on ne saurait prescrire un mode spécial de disposer la récolte ; on ne peut troubler le laboureur dans l'ordre et le mode d'après lesquels il en-

tend faire sa moisson. Mais une fois le champ dépouillé, l'opération de la récolte est faite ; il faut faire place aux droits de la charité. D'ailleurs, le glanage repose sur une présomption d'abandon ; or, cette présomption ne peut sérieusement être faite qu'après l'entier enlèvement des fruits. Quant à l'art. 22, autre chose est de mener paître ses bestiaux et autre chose de recueillir des épis. Le pâturage n'est point une opération de la récolte ; la défense qui en est faite n'entrave la moisson en rien.

Ce système est uniformément adopté par la jurisprudence (Cass. France, 28 janvier 1820, 5 septembre 1835, 19 février 1836 et 6 novembre 1857 S. 58.1.335).

Mais le propriétaire ne peut céder à autrui le droit de ramasser des épis avant le dépouillement de son champ, et, à plus forte raison, après ce dépouillement. Car un propriétaire, s'il peut faire sa récolte comme il l'entend, ne peut, en aucune autre façon, entraver le droit de glanage. Pour le tiers, la défense de glaner est complète ; pour lui, l'art. 553, n° 2, doit être textuellement entendu et appliqué. Il n'y a point en sa faveur d'exception comme en faveur du propriétaire pour lequel l'exception a un caractère tout personnel, basé sur des considérations d'intérêt général et sur des textes précis. Le tiers ne pourrait se soustraire à l'application de l'art. 553, ni par les lois de 1790 et 1791 citées, ni par le consentement du propriétaire ; car le consentement serait irrelevant dans l'espèce, puisque le glanage est une charge pour le propriétaire, une obligation qui pèse sur son fonds et pour laquelle une légère atténuation a été admise en sa seule faveur, afin de ne le point gêner dans ses opérations de récolte. — Dès l'instant que la moisson a quitté les champs, la défense de ramasser des épis devient générale au tiers comme au propriétaire, « *afin que les pauvres membres du bon Dieu, comme disait saint Louis, puissent avoir glanaison.* »

Mais pendant combien de temps le propriétaire doit-il s'abstenir de toucher aux épis qui restent à glaner ?

L'ordonnance de 1740 fixait un délai de 24 heures. L'art. 22 du Code rural parle d'un délai de 2 jours pendant lequel on ne peut mener paître au champ. Nous croyons que c'est ce dernier délai qui doit être suivi ici et que l'art. 22 remplace, quant à cela, la disposition de l'ordonnance, même en ce qui concerne la défense imposée au propriétaire de ramasser les épis. Car les deux périodes ont été les mêmes, celle qui est relative à la prohibition de glaner et celle qui a rapport au pâturage ; il serait absurde d'établir une distinction ici. Car une fois que le propriétaire peut disposer de son champ, pourquoi lui serait-il défendu d'y mener ses bestiaux ?

Après ce délai de deux jours, le propriétaire rentre en pleine et libre possession de son champ ; il peut y glaner et y admettre des tiers au glanage, quoique le droit du pauvre ne soit point éteint ; nous l'avons dit plus haut.

Notons que la seule défense qui soit faite au propriétaire est celle de glaner ou laisser glaner. Rien ne pourrait donc l'empêcher de labourer immédiatement son champ et d'en retourner la terre : ceci peut paraître singulier et même destructif du droit de glanage ; mais nous nous trouvons ici dans une matière quelque peu étrangère au droit commun, et au surplus, en matière pénale, tout ce qui n'est pas défendu est licite.

Mais quelle est la sanction de la prohibition qui pèse sur le propriétaire ? Cette question est très délicate. L'ordon-

nance prononce une pénalité de 25 florins et subsidiairement une peine arbitraire à charge du propriétaire ou fermier pour son propre fait et pour le fait de ses femme, enfants, domestiques et ouvriers. Lui seul est responsable ; ces derniers n'encourent aucune pénalité : on le punit parce qu'il est coupable par un fait ou par sa négligence à l'égard du ceux qu'il a sous ses ordres.

En ce qui concerne la peine arbitraire prononcée subsidiairement, on ne saurait certainement l'appliquer ; il faudrait recourir, conformément à l'art. 100 C. pén., aux dispositions de l'art. 40 sur l'emprisonnement subsidiaire. Notre système pénal repousse toutes pénalités arbitraires ; mais le point épineux est de savoir si la peine principale de 25 fl. d'amende doit être maintenue. Nous avons déjà dit que, dans notre opinion, l'article de l'ordonnance dont nous nous occupons était encore en vigueur ; nous persistons dans cette opinion. Les anciennes lois et coutumes sur le glanage ont été maintenues en tant qu'elles n'ont rien de contraire à notre nouvelle législation ou qu'elles n'ont pas été reproduites et remplacées. Or, l'article dont nous parlons est constitutif du droit de glanage ; sans lui, le propriétaire des fruits rendrait le droit complètement stérile ; il n'est point contraire à notre droit public, quoique l'art. 22 de la loi rurale contienne une disposition analogue ; il n'a point été reproduit par des règlements ou lois postérieurs et il n'a été abrogé qu'en partie, en ce qui concerne l'époque à partir de laquelle la défense de glaner pèse sur le propriétaire. Or, c'est là un point accessoire et de détail, dont l'abrogation ne peut exercer d'effet sur la disposition principale ; celle-ci est donc restée en vigueur, d'autant plus qu'elle est essentielle et nécessaire. Mais si elle a été maintenue, il n'y a aucune raison pour ne point décider que la pénalité a été également maintenue.

La peine est disproportionnée peut-être ; le fait se trouvera soustrait à la juridiction du tribunal de police ! Mais ces conséquences ne doivent point nous arrêter. Il est vrai que la jurisprudence décide généralement aujourd'hui que les anciens règlements de police ne peuvent avoir pour sanction que des peines de police, alors même qu'ils commineraient une pénalité plus forte (Cas. Fr. 12 novembre 1813, 7 octobre 1826, 12 novembre 1830, 19 janvier 1837 — Hélie, Inst. crim., T. III, n° 3492) ; mais cette jurisprudence ne s'étend qu'aux règlements portant sur des points que la loi du 24 août 1790 a placés dans les attributions de la police municipale et non point à ceux qui statuent sur des matières spéciales ; ces derniers sont considérés comme ayant force de lois (Hélie, cité n° 3496). Il doit en être ainsi de l'ordonnance de 1740 qui ne règle point une matière de police municipale, mais un droit civil ; il doit en être ainsi d'autant plus qu'elle est émanée de l'autorité supérieure et souveraine, statuant par voie de dispositions générales pour toutes les provinces.

La pénalité qu'elle renferme, 25 florins, est une amende entièrement conforme à notre système pénal.

Quant à la responsabilité qui pèse sur les maîtres, elle n'a rien d'incompatible avec nos principes, en regard, d'une part, de l'art. 3 de la loi rurale et d'autre part, de maintes dispositions de nos Codes qui rendent le maître ou propriétaire pénalement responsable du fait de leur négligence ou de la négligence de ceux qui sont sous leurs ordres, art. 1, 2, 3, 4, 51 C. P.

Observons seulement et précisons le cas de l'ordon-

nance : la peine n'est comminée que contre les propriétaires ou fermiers qui glanent après l'entier dépouillement du champ ou qui laissent glaner leurs femmes, enfants, domestiques ou ouvriers, ou femmes, enfants, domestiques et ouvriers de ces derniers. Quant aux femmes, enfants, etc., mêmes, l'ordonnance ne s'applique point à eux, en ses pénalités. Nous reviendrons encore là-dessus.

2) Une seconde disposition qui tend directement à conserver quelque utilité au glanage est celle de l'art. 22 de la loi rurale, conçu comme suit : « Dans les lieux de parcours ou de vaine pâture, comme dans ceux où ces usages ne sont point établis, les pâtres et les bergers ne pourront mener des bestiaux d'aucune espèce dans les champs moissonnés et ouverts, que deux jours après la récolte entière, sous peine d'une amende de la valeur de deux journées de travail : l'amende sera double si les bestiaux d'autrui ont pénétré dans un enclos rural. »

Cette disposition est élémentaire en matière de glanage, sinon les bestiaux pourraient consommer tout le restant des produits laissés sur un champ ; aussi la rencontre-t-on dans tous les règlements. L'ordonnance de 1740 avait un texte spécial sur ce point ; seulement, au lieu de deux jours, le délai n'était que de 24 heures. Dans certaines coutumes, il était de 3 jours.

Une 1^{re} question vivement, controversée s'élève sur l'art. 22 : c'est celle de savoir si la défense de mener paître les bestiaux s'applique même au propriétaire ou fermier du fond. Un arrêt de notre Cour de cassation du 23 novembre 1837, a prétendu que l'article ne s'adresse qu'aux tiers. Cet arrêt, rendu malgré les conclusions de M. l'avocat-général Dewandre, se base sur l'art. 546 du Code civil, qui consacre le droit absolu de jouir et de disposer de notre propriété, et sur le texte même de l'art. 22, qui s'adresse aux pâtres et bergers. Ce système est combattu par la jurisprudence française (Cassat. 13 et 19 octobre 1836) et par la plupart des auteurs (Chauveau et Hélie, n° 4145. Dalloz V° Contraventions). Les raisons abondent pour le réfuter.

a) Il serait la destruction du droit de glanage, droit qui a été maintenu par la loi de 1791 dont l'art. 22 fait partie ; il rendrait en effet ce droit complètement stérile et illusoire, car si le propriétaire peut mener toutes espèces de bestiaux sur son champ, immédiatement après la moisson, il fera consommer par eux tous les épis laissés sur le sol avant que le glanage puisse s'exercer : il lui suffira de conserver ses récoltes en gerbes pendant plusieurs jours.

b) Il faudrait en déduire que, même après l'enlèvement de la récolte, le propriétaire aura la faculté de glaner et de faire glaner, concurremment avec les pauvres : car l'art. 544 C. civ. invoqué par l'arrêt, pourrait être invoqué ici avec une égale autorité pour consacrer une nouvelle fois le droit absolu de propriété. Autant vaudrait dire que le glanage n'existe plus, qu'il a été aboli.

c) Le système est contraire à l'historique de l'art. 22. Cet article, en effet, ne fait que reproduire les dispositions des anciennes coutumes et ordonnances qui toutes adressaient la même défense aux propriétaires.

d) Il est contraire au texte de l'article. Ce texte est général en effet ; il s'adresse à tous pâtres et bergers, donc à ceux des propriétaires comme à ceux des tiers. Quand la loi dit *pâtres et bergers*, elle a en vue l'occupation spéciale et momentanée de celui qui mène paître les bestiaux, qu'il soit pâtre ou berger de profession ou qu'il ne le soit qu'ac-

cidentellement : cela est évident. Car autrement on en arriverait à cette déduction absurde que si le propriétaire des bestiaux, tiers quant au fond, les mène lui-même au pâturage, il ne sera point punissable, si sa profession est autre que celle de pâtre ou berger. Il n'y a donc aucune déduction à tirer de ces derniers mots, sinon qu'ils sont généraux et absolus. Notons d'ailleurs que la défense s'adresse aux lieux de parcours et de vaine pâture comme aux autres ; si c'est un endroit où ces usages existent, le système leur porterait une grave atteinte ; il accorderait une préférence au propriétaire et cela, au moment le plus utile, immédiatement après la moisson. Si c'est un endroit où ces usages n'existent pas, eh bien, dans ce cas, l'article n'aurait pour but que de réprimer le pâturage sur le terrain d'autrui, ce qui est illicite en tous temps, ce qui se trouve spécialement réprimé par l'art. 24, qui suit. L'art. 22 serait donc complètement inutile.

Enfin la partie finale du texte dit : l'amende sera double, si les bestiaux d'autrui ont pénétré dans un enclos rural. *Les bestiaux d'autrui !* Pourquoi cette spécification ? C'est certainement parce que la 1^{re} partie de l'article parle des bestiaux du propriétaire, comme des bestiaux des tiers. Le système de la Cour de cassation de Belgique ne peut donc se soutenir. Concluons ainsi :

a) Que la défense de l'art. 22 s'applique à toutes personnes, tant aux propriétaires et fermiers du fond qu'aux tiers.

b) Qu'elle s'applique à tous lieux, tant ceux de vaine pâture et de parcours que tous autres. Le droit de glanage prime donc le droit de parcours et de vaine pâture ; cela n'est que rationnel puisqu'il prime le droit même du propriétaire.

c) Elle s'étend à tous bestiaux. La loi parle de troupeaux ; mais il est certain que des bestiaux isolés et non groupés en troupeaux sont compris dans la défense ; cela résulte de l'esprit et des antécédents de l'article et de sa partie finale qui parle de bestiaux sans exiger qu'ils soient mis en troupeaux. Par bestiaux, il faut comprendre tous animaux domestiques qu'on mène paître, pour leur faire consommer sur place les productions de la terre, ce mot doit être compris ici dans sa signification la plus large ; il faut l'entendre en le rapportant au terme plus générique cité plus haut de troupeaux de toute espèce. Il comprendrait donc non-seulement les bêtes à cornes, porcs, etc. mais encore les chevaux, ânes, mulets, oies, etc., tous animaux enfin qui pâturent.

d) La défense s'étend aussi à toutes terres qui ont produit une récolte soumise au droit de glanage. Un arrêt de la Cour de cassation de France du 17 janvier 1845 a décidé néanmoins que l'art. 22 ne s'applique pas aux prairies artificielles ; que leur propriétaire, après la coupe des herbes, ne peut être obligé d'attendre le délai de 2 jours pour y mener les bestiaux. La conséquence qui en résulterait logiquement est que le râtelage n'existerait point quant aux prairies artificielles. Mais cet arrêt a été rétracté par un autre du 30 juin 1846 (47-1-320) qui reconnaît formellement le droit de râtelage dans toutes prairies et qui décide même que l'autorité communale ne peut porter aucune entrave à ce droit. M. Dalloz critique aussi avec force le 1^{er} arrêt. Cet arrêt était vicié d'ailleurs en ses motifs ; car il établissait que les champs moissonnés ne peuvent s'entendre que des céréales : cela est évidemment erroné,

puisque l'art. 22 a pour objet non seulement le glanage, mais encore le râtelage et le grappillage. Il faut donc entendre par *champs moissonnés* toutes terres sujettes aux droits de glanage, râtelage ou grappillage ; les prairies artificielles n'en sont point exceptées : après chaque coupe, le râtelage pourra s'exercer, après la 1^{re} coupe, comme après le regain ; car le regain est aussi une moisson : ceci est toutefois subordonné aux usages.

Mais l'art. 22 ne s'applique point aux champs clos.

Durée de la défense. La défense dure depuis l'existence de la moisson jusqu'après les 2 jours qui suivent la récolte entière. Il est à observer qu'à la différence de la prohibition dont nous venons de nous occuper au § précédent et qui ne s'étend point au propriétaire pendant l'intervalle qui s'écoule entre la moisson et l'enlèvement des fruits, la prohibition de l'art. 22 prend naissance même contre le propriétaire à partir de la moisson, elle continue pendant l'intervalle cité et ne prend fin qu'après l'écoulement de 2 jours depuis la récolte entière. Nous avons donné les motifs de cette différence.

Deux jours : ce sont 2 jours utiles qui commencent à partir du lendemain de l'enlèvement de la récolte. Par récolte entière, il faut entendre l'entier enlèvement des fruits : les deux expressions des art. 21 et 22 doivent être synonymes : car les deux articles sont intimement liés, l'un sert de contrepoids à l'autre. Ils règlent une même matière. Il serait absurde d'établir une différence dans la portée des termes dont ils se servent, quand les termes s'appliquent à la même idée et à la même règle.

Sanction. L'article commine une pénalité d'une amende de la valeur d'un jour de travail ; mais la loi de thermidor an III a porté cette peine à trois journées de travail. La députation permanente fixe, pour chaque année et pour chaque province, la valeur d'une journée de travail.

L'amende est double, donc de la valeur de six journées de travail, si les bestiaux d'autrui ont pénétré dans un enclos rural ; ceci ne s'applique point au propriétaire ou fermier de l'enclos. La clôture les soustrait à l'application de l'art. 22.

L'amende est prononcée, à charge du contrevenant, c'est-à-dire de celui qui mène paître (Cassat. Fr. 14 juin, an XIV) ; mais, d'après l'art. 7, les maris, frères, tuteurs, maîtres, entrepreneurs de toute espèce sont civilement responsables des délits ruraux commis par leurs femmes et enfants, pupilles, mineurs n'ayant pas plus de 20 ans et non mariés, domestiques, voituriers, ouvriers et autres subordonnés. Ils répondent donc de l'amende et des frais.

Nous en sommes arrivés à une autre série de règles sur le glanage ; mais avant d'aller plus loin, jetons encore un coup d'œil sur l'ordonnance de 1740. Cette ordonnance contient plusieurs autres dispositions. Celles qui sont relatives au vol de fruits et au maraudage sont évidemment abrogées aujourd'hui par les textes de nos Codes pénaux sur le vol et le maraudage. D'autres dispositions, sur les visites domiciliaires, ne sont plus en rapport avec nos principes de droit public qui n'admettent point la visite domiciliaire comme mesure générale pour découvrir les crimes et délits. Mais un article spécial comminait une peine arbitraire et la privation de leur salaire contre les ouvriers qui refuseraient de travailler sous prétexte qu'ils ne peuvent glaner. Cette disposition est-elle encore en vi-

gueur, sauf bien entendu à remplacer la peine arbitraire par une simple peine de police ? Il est certain que si un ouvrier ou domestique, loué pour un certain terme, quittait son service sous ce prétexte, le maître aurait la faculté de le faire condamner civilement à la privation de leur salaire ou à tous autres dommages-intérêts. Si le domestique s'était loué sous cette condition, la condition serait illicite, comme contraire aux lois, l'engagement serait parlant nul. Mais s'il s'agit d'un ouvrier se louant à la journée, la question ne peut s'élever dans les mêmes termes, puisque cet ouvrier peut renoncer à son travail, après chaque journée. Mais ces ouvriers peuvent-ils être condamnés, comme peine, à la privation de leur salaire et à une amende ou à un emprisonnement de police ?

Il nous semble que l'affirmative répugne entièrement à notre droit public sur la liberté du travail et à nos principes en matière de conventions, d'après lesquels les engagements civils n'ont plus qu'une sanction civile.

L'ordonnance était en rapport avec les principes du temps et leur système de réglementation du travail ; mais elle nous semble, sur ce point, abrogée sinon expressément, du moins implicitement, comme contraire à l'état actuel des choses.

Une autre observation concerne la sanction des diverses règles que nous avons énumérées. Nous avons examiné la sanction légale au sujet de la défense faite au propriétaire de glaner et de laisser glaner. Mais comme l'ordonnance ne s'occupe que du glanage des céréales, il s'ensuit qu'elle n'est applicable ni au râtelage, ni au grappillage. Il n'en résulte point que les propriétaires soient libres de disposer, après la moisson, du résidu de leurs récoltes ; mais il en résulte au moins qu'il n'y a point de sanction, point de pénalités à leur charge. Nous ne trouvons aucune disposition sur ces matières.

Nous avons également fait des observations sur les pénalités de l'art. 22 relativement à la défense de pâturer ; nous n'avons pas à revenir là-dessus.

L'ordonnance prononce une pénalité arbitraire et le fouet à charge de ceux qui vont glaner hors de leur circonscription. Ce principe est encore applicable aujourd'hui ; seulement la peine doit être remplacée par une peine de simple police, amende de 1 à 25 francs et emprisonnement de 1 à 7 jours, cumulativement ou séparément.

Mais quelle peine faut-il appliquer *a)* à ceux qui vont glaner, râtelier ou grappiller dans les lieux où ces usages ne sont point reçus, *b)* à ceux qui glaneraient, sans appartenir à la catégorie de personnes qui en ont le droit ? Les deux cas appellent la même solution. Deux hypothèses peuvent se présenter : ou bien le glanage a lieu dans des circonstances où il serait licite s'il était consacré par l'usage en faveur des personnes qui le pratiquent et des lieux où il s'exerce, ou bien le glanage se pratique abusivement, soit dans un enclos, soit en contravention à l'art. 553, n° 2. Mais, dans ces deux hypothèses, une question préalable est à résoudre, c'est de savoir si ce glanage devra être considéré comme un vol et puni comme tel. Il nous est impossible de l'admettre, cela serait contraire à l'esprit de notre législation. Comment ! le maraudage et le fait de cueillir et de manger sur place les fruits d'autrui ne sont que de simples contraventions, et il faudrait voir un délit dans ce simple fait de ramasser quelques épis oubliés et négligés par le

moissonneur ; c'est une présomption bien ancienne et bien naturelle que celle de considérer les fruits négligés après la moisson comme une chose abandonnée, *res derelicta*. En certaines circonstances, le législateur adopte cette présomption et en fait le fondement du droit de glanage ; mais il n'en résulte pas qu'en toutes autres circonstances, cette présomption soit sans valeur. Mais si le propriétaire avait bien nettement manifesté l'intention de ne point considérer ses produits laissés sur les champs comme une chose abandonnée, s'il avait formellement défendu de les enlever, la question devrait changer de face. Le glanage, dans ce cas, serait un vol de la part de ceux qui n'y ont pas droit : il serait impossible de l'envisager autrement.

Il résulte de là qu'en règle générale, la première hypothèse n'entraînerait aucune pénalité ; mais si le glanage avait lieu sur un champ ensemencé de trèfles ou d'autres arrières produits ou si le râtelage s'exerçait sur une prairie, on pourrait appliquer à ces cas l'art. 552, n° 6, relatif au passage illicite sur les terres préparées ou ensemencées. Ensuite, l'autorité communale pourrait prendre des règlements spéciaux sur la matière et les sanctionner par une peine ; elle le pourrait, en vertu des dispositions qui lui donnent mission de pourvoir à la conservation des récoltes et aux intérêts de l'agriculture en général. Des règlements de cette nature ne porteraient atteinte à aucun droit, mais réprimeraient des abus.

Dans notre deuxième hypothèse, il nous semble que rien n'empêcherait de recourir aux pénalités des art. 21 de la loi rurale et 553 du Code pénal. On pourrait dire toujours : L'art. 21 de la loi rurale suppose nécessairement que le glanage est autorisé par la coutume ; il est fait pour ce cas spécial ; son but est de réprimer les abus du glanage licite en principe. L'art. 471, n° 4, du Code de 1810 et l'art. 553 du nouveau Code ne disent rien de plus, sous ce rapport, que la loi rurale ; ils n'ont pas d'autre portée : leur but est seulement d'abroger l'art. 21 quant à sa sanction spéciale. Cette objection a du poids, mais il nous semble qu'un raisonnement *a fortiori* devra prévaloir ici. Si, dans les lieux où le glanage est licite, etc., à l'égard des personnes qui en ont le droit, il est des circonstances dans lesquelles, pour des raisons d'intérêt général, il ne peut se pratiquer, à plus forte raison les textes de la loi doivent-ils exercer leur empire dans les cas et à l'égard des personnes pour lesquelles le glanage est toujours un fait illicite.

§. 9. — Règles sur l'abus du glanage.

A. — Le glanage est défendu dans les enclos (art. 21 et 22 de la loi rurale). La même loi avait déjà des dispositions analogues pour les droits de parcours et de vaine pâture.

Un propriétaire peut donc soustraire son fonds au glanage en se clôturant, et le mode suffisant de clôture est indiqué par l'art. 6, § 4, tit. I. de la loi : l'héritage sera réputé clos, lorsqu'il sera entouré d'un mur de 4 pieds de hauteur avec barrière ou porte, ou lorsqu'il sera exactement fermé et entouré de palissades ou de treillages, ou d'une haie vive ou d'une haie sèche, faite avec des pieux ou cordelée avec des branches, ou de toute autre manière de faire les haies en usage dans chaque localité, ou enfui d'un fossé de 4 pieds de large au moins à l'ouverture et de deux pieds de profondeur. » La sanction, conformément à la loi du 23 thermidor an IV, sera d'une amende de la valeur de trois journées de travail, et la responsabilité civile dont parle

l'art. 7 de la loi rurale déjà cité sera applicable à l'espèce. Mais la confiscation des produits du glanage ne pourra avoir lieu : cette disposition de l'art. 21, mentionnée au milieu du texte, ne s'étend pas à la partie finale de l'article. — Si, eu franchissant l'enclos, le glaneur l'avait détérioré ou détruit, il y aurait lieu d'appliquer les art. 563, n° 2, ou 545 du C. pén. Les dispositions des art. 4, T. II, sect. 8, T. I, sect. 7, sur la récidive et la prescription devront être suivies.

B. Le glanage est interdit avant l'entier dépouillement de la récolte, sous la sanction des pénalités des art. 553, n° 2, et 556, qui sont une amende de 1 à 10 fr. et un emprisonnement de 1 à 3 jours ou une de ces peines, et, en cas de récidive, le juge pourra prononcer un emprisonnement de 5 jours.

C. Le glanage est interdit, sous les mêmes pénalités, avant le moment du lever et après celui du coucher du soleil.

L'ordonnance de 1740 contenait déjà une disposition analogue.

L'art. 553 a entièrement remplacé, quant à la peine, la loi rurale. Donc, plus de confiscation du produit du glanage, plus de responsabilité civile. La récidive est réglée par les art. 554 et 565 du Code pénal, et la prescription par l'art. 640.I.cr.

La même observation s'adresse à la disposition précédente.

La loi de 1791, à l'art. 4 du titre II, prévoyait le même cas.

§ 10. — Circonstances aggravantes ou concomitantes.

D. Il faut que le glanage ne soit entouré d'aucune autre circonstance prévue par les lois (art. 553, n° 2). Il faut entendre par là d'abord que le glanage, pour ne constituer qu'une simple contravention, doit être un glanage proprement dit. Si, au lieu de glaner, le prévenu avait coupé des tiges de blés, le cas serait un maraudage ; s'il avait arraché des épis, des gerbes, ce serait un vol et non plus la contravention de glanage en temps prohibé. Il faut ensuite que le glanage ne soit accompagné d'aucune autre circonstance qui constitue par elle-même un délit ou une contravention. L'art. 552, n° 4, a, dans son texte, une disposition analogue ; mais le cas est bien différent. Dans cet article, il s'agit d'un fait illicite de sa nature, quoique peu grave, mais dont la moindre circonstance aggravante modifie le caractère, des circonstances qui, par elles-mêmes, ne sont point des délits, telles que l'escalade, la réunion de plusieurs personnes, l'emploi de bêtes de charge ou de voiture. Il n'en est pas de même du glanage qui est un fait licite ; pour qu'une circonstance puisse le modifier ou l'aggraver, il faut que cette circonstance constitue par elle-même un délit ; ainsi la simple escalade ne suffirait point, si toutefois le glanage ne se pratique pas dans un enclos ; il en serait de même de la réunion de plusieurs personnes, ou de l'emploi de bêtes de charge ou de voiture. Car toutes ces circonstances ne sont ni délit, ni contravention. Mais il en serait autrement si le glanage était accompagné de rixes ou de violence, et du bris, de destruction ou de dégradation de clôture. Dans ces cas, les circonstances qui accompagnent le fait, sont des délits ou des contraventions qui sont punissables par elles-mêmes. L'exercice du droit de glanage ne peut les modifier.

